

## Recherches sociographiques



### Yuki SHIOSE, *Les loups sont-ils québécois? Les mutations sociales à l'école*

Jean J. Moisset

Volume 38, Number 2, 1997

L'école

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057135ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057135ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Moisset, J. J. (1997). Review of [Yuki SHIOSE, *Les loups sont-ils québécois? Les mutations sociales à l'école*]. *Recherches sociographiques*, 38(2), 366–369.  
<https://doi.org/10.7202/057135ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Yuki SHIOSE, *Les loups sont-ils québécois ? Les mutations sociales à l'école primaire*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, 224 p.

Rares sont ceux dont la curiosité, sinon l'intérêt, ne sera pas piquée par le titre de l'ouvrage, une trouvaille en lui-même. Que dire alors de la patiente et savante recherche dont les résultats ont abouti d'abord à une thèse de doctorat à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, puis à cette publication dont l'auteure gratifie aujourd'hui le grand public ! Je laisserai au lecteur le plaisir de découvrir la savoureuse histoire à l'origine de ce titre, d'apparence naïve et pourtant si profondément signifiant au regard de cette étude sur « les mutations sociales à l'école primaire » et plus spécifiquement encore sur « les interactions des divers acteurs sociaux (dans l'univers d'une petite classe d'une école primaire publique francophone du Québec) dans leurs façons de construire leurs versions du " Nous " et des " Autres " » (p. 1). Je soulignerai de surcroît que, si l'ouvrage reflète dans sa facture le caractère cohérent et didactique du travail scolaire d'où il émane, il n'en garde pas certains des traits qui rendent souvent ces rapports de recherche indigestes et de lecture ennuyeuse.

On n'a certes pas de mal à découvrir le fil d'ariane caractéristique de ce type d'ouvrage. Les cinq chapitres sont articulés en deux parties, dont la première pose, à partir d'une recension des écrits, la problématique de l'étude et le cadre théorique que privilégie l'auteure, et la deuxième consacrée à la recherche proprement dite aborde les perspectives méthodologiques, l'analyse des données ainsi que la mise en relief et l'interprétation des résultats.

Au départ, l'auteure s'intéresse à la manière dont se construit l'*identité culturelle*, le processus concret par lequel se développe une vision, voire une division du monde. Le choix du terrain de la recherche, une classe d'une école primaire publique francophone du Québec, est d'emblée justifié. Puisque, précise-t-elle à juste titre (p. 2), « c'est à l'école et dans la classe, entre autres, que l'on apprend l'ordre et les règles du jeu social, le processus scolaire s'avère ainsi l'espace-temps privilégié pour voir comment les acteurs sociaux négocient et aménagent leurs divisions du " Nous " et des " Autres " ». Problématique d'autant plus intéressante et d'actualité qu'elle se pose en marge des débats intenses et renouvelés qui ont cours sur le destin national du « peuple du Québec ».

De la littérature qui analyse l'identité culturelle, une sérieuse revue permet à l'auteure de dégager deux axes théoriques majeurs : celui de l'essence de la culture qui met en exergue la « *culture en soi* », la « *nature de la culture* » et l'axe de la gestation de la culture, la « *culture de la culture* », qui privilégie « les processus de la production, de la reproduction et de l'évolution de l'identité culturelle » (p. 14).

C'est dans ce deuxième axe que l'auteure (p. 18) campe nettement la perspective théorique de son étude, selon trois lignes directrices, inspirées de trois maîtres à penser, à savoir que :

- « L'identité culturelle est un processus articulé autour des trois phénomènes/étapes de catégorisation, d'identification et de mobilisation » (TAJFEL, *La catégorisation sociale*, 1972) ;
- « L'identité d'un individu se réorganise constamment selon la situation » (GOFFMAN, *The Presentation of Self in Every Day Life*, 1959) ;
- « Le pouvoir politique joue un rôle fondamental dans la formation de l'identité culturelle » (WEBER, *Economy and Society*, 1978).

Armée de cette boussole à trois dimensions, Yuki Shiose peut entreprendre sans trop de risques son *voyage*, comme elle le dira en conclusion (p. 189). Ce voyage commence d'abord à travers la documentation officielle et officieuse, dont l'examen lui permet de dégager (ch. 3) la version de la vision et de la division du monde de l'État québécois et de sa perception de l'institution scolaire à cet égard. Une vision basée sur l'affirmation d'une « culture nationale essentialiste et transcendantale » (p. 70-71), celle du « Nous-Nation homogène » qui « légitime l'exclusion des " Autres " sous le nom de communautés culturelles ». Dans ses efforts pour « promouvoir officiellement cette culture nationale québécoise symbolisée par le français », l'État attribue un rôle stratégique majeur à l'école publique catholique francophone (p. 79).

Je dois cependant souligner que cette vision de l'État québécois n'est pas aussi simple et claire que ne le laisse croire l'auteure, à moins que ce ne soit au niveau de son subconscient, ce qui aurait demandé un exercice de psychanalyse non effectué ici. Du reste, l'auteure mentionne implicitement l'ambiguïté dans laquelle nage cet État québécois quand, sur la base du schéma « Nous – Majorité » et « Autres-minorités », il « tente avec un succès très mitigé d'appliquer le principe de l'égalité sociale » (p. 71). De fait, le moins qu'on puisse dire, c'est que le discours de l'État oscille entre une vision de « culture nationale essentialiste exclusive d'un Nous – Majorité mythique » et « une culture publique commune intégratrice du " Nous " et des " Autres " », laissant sans doute malgré lui une marge de manœuvre significative aux divers acteurs sociaux pour la construction de leur propre vision et division du monde.

Cela m'amène à la deuxième partie du *voyage*, consignée au chapitre 4. Elle s'attache à analyser l'univers de cette petite classe de 4<sup>e</sup> année où s'est déroulé pendant une pleine année scolaire (1987-1988) l'essentiel de la recherche. Soulignons que les données ont été recueillies à partir d'*observation non participante* de la chercheuse transformée en témoin quotidien et intéressé et d'*entrevues semi-structurées* avec les différents acteurs. La première section de ce chapitre décrit avec finesse et à-propos le « protocole » de cette recherche ethnographique. Il en est de même des sections subséquentes où l'auteure présente successivement la *scène* de son étude, c'est-à-dire la classe de 4<sup>e</sup> année, bien située avec les salles spécialisées au sein de l'école, dans un quartier populaire où « l'on retrouve davantage de travailleurs cols bleus et de nouveaux immigrants » (p. 55), les *acteurs*, adultes hors de la classe (3 enseignants spécialistes et le vicaire), l'institutrice Jocelyne, responsable de la classe, et les 24 élèves-enfants, dont 14 filles et 10 garçons, et la *dynamique des interactions*, selon une

mise en scène définie et réglée par l'institutrice, la « figure d'autorité », médiatrice de l'État anthropologue.

En effet, à longueur de journée, l'institutrice véhicule les catégorisations culturelles de type dichotomique « Nous autres », descendants des colons catholiques français, et « Eux autres », les gens d'ailleurs dont la plupart ont fui *leur* pays de violence. Par ailleurs, si les contenus curriculaires sont agencés selon les balises de la commission scolaire et de l'école (p. 168), on se rend compte que l'institutrice accorde une nette préférence à des contenus puisés à même la « religion » catholique et exploités dans d'autres cours comme le français, court-circuitant ainsi le droit des parents et des enfants de ne pas suivre le cours de « religion ». Du reste, elle ne pouvait pas comprendre que des Québécois « pure laine » préférèrent un cours de « morale » à la « catéchèse » : c'était le cas de sept de ses élèves. Curieusement, les quatre élèves (d'origines salvadorienne, brésilienne et métisse amérindienne) « classés » *eux autres* dans la cosmogonie de Jocelyne suivaient le cours de catéchèse ! Enfin, dernier élément à souligner dans cette dynamique des interactions entre les acteurs sociaux de la classe, la survalorisation des comportements extérieurs, traduits par le strict respect de la figure d'autorité et de *son* ordre au détriment des objectifs d'apprentissage.

L'appareil mis en place à travers des règles de conduite rigoureusement codifiées et appliquées, les discours et les comportements de l'institutrice, figure d'autorité relayant l'État anthropologue, n'ont cependant pas abouti — ce ne sera pas le moindre paradoxe dans les résultats de cette étude — à créer chez les enfants une division du monde en classe de type « culturel » au sens de la logique officielle de l'État ou de l'enseignante médiatrice. Selon les résultats des entrevues effectuées auprès d'eux, « il y avait des enfants " capables " et d'autres qui [l'étaient] moins ou pas, sur les plans scolaire, sportif, esthétique. Tout le monde était québécois dans la classe, même si cet espace comportait des Québécois " fins " et des Québécois " niaisex ". » (P. 184-185).

Si, au terme de l'étude, on sait assez clairement comment l'État construit sa logique officielle et comment l'institutrice se l'est appropriée, on ne peut donc pas dire que ce soit tout à fait le cas en ce qui concerne la manière dont les élèves construisent leur division du monde. « La contradiction entre la logique figée (du système) et la logique fluide des acteurs concrets » (p. 186) est certes montrée mais non expliquée. J'aime bien cependant l'image du « renard du Petit Prince qui refusait d'être apprivoisé » sur laquelle se termine ce chapitre. Elle illustre à merveille cette « marge de manœuvre » de l'acteur à laquelle je faisais allusion plus haut, qui, combinée avec des « injonctions paradoxales » d'un modèle de communication à double niveau, offrirait *peut-être* un début d'explication à la contradiction observée et *sûrement* matière pour un autre voyage.

En attendant, je les souhaite nombreux ceux qui voudront découvrir les charmes du premier voyage, en lisant ce livre remarquable à plus d'un titre.

Jean J. MOISSET

*Département d'orientation, d'administration et d'évaluation en orientation,  
Université Laval.*

---

Marie-Paule MALOUIN (dir.), *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*, Montréal, Bellarmin, 1996, 458 p.

Cet ouvrage sous la direction de Marie-Paule Malouin, sociologue et historienne, porte sur l'institutionnalisation de l'enfance en difficulté et s'attache plus particulièrement à ses modes d'organisation au cours des années 1940 à 1960. Il est le terme d'une recherche commandée et supervisée par un groupe de travail mis sur pied par la Conférence religieuse canadienne (CRC), section Québec. Ce contexte de commandite est de plus en plus fréquent dans la production de la recherche en sciences humaines ; mais s'y ajoute ici un élément tout à fait singulier, soit le besoin d'information de la CRC provenant de poursuites légales contre certaines communautés religieuses féminines du Québec par d'anciens pensionnaires de ces institutions identifiés dans les médias sous le nom des « orphelins de Duplessis ». Un préambule précise le cadre de l'étude et le mandat donné aux chercheurs par le groupe de travail.

Tout en rappelant les objectifs d'élargir et de mettre en perspective les questions soulevées « sans accuser ni défendre personne », ainsi que les moyens rigoureux garantis aux chercheurs « pour assurer la crédibilité de la recherche », le mandat du groupe de travail qui définit les objets de recherche découle directement du contexte de judiciarisation des problèmes soulevés. Il s'agit, d'une part, de « situer l'intervention des congrégations religieuses à l'égard des enfants confiés à la charge de l'État dans le contexte des années quarante et cinquante et, d'autre part, d'exposer le fonctionnement des établissements à la lumière des mentalités, des structures sociales, du contexte politique, économique et éducatif de l'époque » (p. 12).

Brièvement évoquée en introduction, la question à éclairer est étudiée en détail au chapitre 9, qui rétablit les événements, les enjeux et les décisions de divers acteurs qui ont fait qu'une institution créée pour donner une éducation spécialisée aux enfants déficients ait été transformée après 1954 en hôpital pour malades mentaux. Pour situer ces événements dans leur contexte sociopolitique, c'est tout le système de l'aide à l'enfance dans son évolution historique que l'étude tente de reconstituer. Trois problématiques sont utilisées : celle des rapports Église-État, celle des inégalités sociales, et celle des rapports hommes-femmes. L'approche d'ensemble de l'étude est